

## Plus de 60 000 Burundais déjà rentrés de leur exil, annonce le pouvoir

@rib News, 16/07/2015 - Source Xinhua Un total de 60.454 Burundais, qui s'étaient exilés dans les pays limitrophes (Rwanda, RD Congo et Tanzanie) à la suite des violences au Burundi provoquées par le 3e mandat présidentiel controversé de l'actuel chef d'Etat burundais Pierre Nkurunziza, sont déjà rentrés au Burundi, a annoncé jeudi à Bujumbura M. Edouard Nduwimana, ministre burundais de l'Intérieur. Le ministre Nduwimana, qui s'exprimait lors d'un point de presse, organisé dans le cadre de la commémoration de la Journée Mondiale de la Population célébrée le 11 juillet de chaque année sur la planète, a précisé que ces Burundais déjà rapatriés, sont essentiellement originaires de la province de Kirundo frontalière au Rwanda, de celle de Rumonge frontalière à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et de celle de Makamba, voisine de l'Est de la Tanzanie.

Les Burundais exilés dans la sous-région en provenance de la Mairie de Bujumbura, principal foyer de tension depuis plus de deux mois, ont commencé progressivement à les regagner, a ajouté le ministre, avant de signaler que l'effectif du nombre des rapatriés dans la capitale burundaise, n'est pas encore disponible au niveau des autorités burundaises. "Nous voudrions remercier les pays voisins et le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR), qui ont facilité l'accueil et la subsistance de nos compatriotes. Nous réitérons notre demande de faciliter leurs retours, en ce moment où nous constatons que beaucoup de burundais, commencent à rentrer massivement", a-t-il plaidé. Le ministre Nduwimana a profité de cette opportunité "pour lancer un appel pressant aux Burundais encore en exil", de rentrer pour s'associer à leurs compatriotes dans le long processus de reconstruction du Burundi et du renforcement des acquis de la démocratie. "Le gouvernement burundais ne converge pas encore avec les effectifs globaux publiés par le HCR en ce qui concerne le nombre de burundais ayant pris refuge dans les pays limitrophes au Burundi depuis l'éclatement de la crise. C'est pourquoi, nous plaidons pour la réactivation de la tripartite (Gouvernement burundais-HCR-pays d'accueil des réfugiés), en vue de trouver ensemble une position consensuelle sur cette problématique", a-t-il commenté. Selon le ministre Nduwimana, certains Burundais vont se faire enregistrer auprès du HCR pour porter formellement une casquette de réfugiés, mais, a-t-il expliqué, aussitôt après s'être faits enregistrer sur la liste des réfugiés, immédiatement ils regagnent clandestinement le Burundi avec conséquence une persistance de la situation de confusion. Cette situation "confuse" pourrait fausser les données actuelles fournies par le HCR en ce qui concerne l'effectif des réfugiés burundais présents dans les pays limitrophes. C'est pourquoi, a-t-il annoncé, d'ici peu, le Burundi organisera des rencontres tripartites avec les pays d'accueil (Tanzanie, RDC et Rwanda), pour déterminer le chiffre des burundais "qui sont réellement en exil" dans les pays voisins. Selon le HCR, les Burundais déjà réfugiés dans les pays limitrophes depuis l'éclatement de la nouvelle crise fin avril dernier, atteindrait à l'heure actuelle un effectif de 140.000 personnes. Le Burundi est dans la tourmente depuis fin avril après l'annonce de la décision de M. Nkurunziza de briguer un troisième mandat, décision critiquée par les opposants comme une violation de la Constitution. Les affrontements entre les manifestants et la police ont fait plus de 80 morts dans le pays, selon des groupes de défense des droits de l'homme.